

Mémoire au BAPE

J'ai 85 ans. Je ne verrai sans doute pas le pire de ce qui s'en vient pour l'humanité. Mes enfants dans la cinquantaine en subiront lourdement les conséquences, même si des ajustements sont apportés par les gouvernements et partiellement suivis par les grands pollueurs. Mais, à moins de changements radicaux dans les modes de production et de consommation, mes petits-enfants, au seuil de la vingtaine, n'auront peut-être plus d'eau potable ni d'air pur à respirer. Il ne s'agit pas de science-fiction, mais d'avertissements que les scientifiques nous lancent depuis quatre décennies et que les politiciens et bien des citoyens ne veulent pas encore écouter.

Pourquoi? Parce que l'argent mène le monde et que la majorité des possédants (les fameux 1%) optent pour le profit à court terme plutôt que pour la survie de l'humanité. Mais ils ne sont pas les seuls à agir ainsi. Bien des honnêtes citoyens sont prêts à oublier les conséquences à long terme de leur travail, s'ils en tirent des revenus qui leur assurent sécurité et confort matériels. Ce fut le cas chez nous pour les travailleurs de l'amiante et c'est le cas aujourd'hui d'innombrables travailleurs dans le monde qui n'ont même pas le loisir de se poser la question de l'environnement, car ils ne travaillent que pour survivre au jour le jour.

Seuls les états, qui en principe représentent tous les citoyens, peuvent veiller à les protéger contre l'appétit vorace du grand capital et contre leur propre insouciance face à la surconsommation et à la surexploitation de la planète. Mais comment les états protègent-ils leurs citoyens? Bien timidement jusqu'à présent. La jeune Greta Thunberg est allée leur dire aux Nations-Unies : les représentants des états l'ont applaudie, mais les états ne sont pas vigoureusement sortis de leur apathie.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le projet GNL Québec, un projet que le gouvernement de la CAQ aurait dû balayer du revers de la main, mais qu'il soutient et soumet au BAPE. Le seul fait qu'un tel projet soit rendu devant le BAPE en dit long sur l'absence de vision à long terme d'un gouvernement qui en arrive à se convaincre lui-même que ce projet est écologique. Pour l'homme de bonne volonté que je suis, c'est absolument incompréhensible, comme l'était, sous le gouvernement de Pauline Marois, le saccage proposé d'Anticosti (non réalisé heureusement) ou la construction d'une cimenterie polluante et non rentable en Gaspésie.

Je me demande à quoi pensent les gens qui nous gouvernent, qu'est ce qu'ils lisent, qui est-ce qu'ils écoutent? Se peut-il que, pour une poignée de votes dans un comté donné, ils soient prêts à ajouter à l'énorme fardeau que les énergies fossiles font déjà peser sur l'humanité? Se peut-il que d'honnêtes citoyens du Saguenay-Lac-St-Jean ne voient que le profit immédiat et oublient l'avenir de leurs enfants et petits-enfants? Ne savent-ils pas qu'il est possible d'inventer de nouveaux emplois susceptibles d'enrayer la domination des énergies fossiles et d'améliorer leurs conditions de vie? Dans les années 1960, on voulait mettre « l'imagination au pouvoir ». Se peut-il qu'on ait régressé depuis? On prétend que le GNL est moins mortel que d'autres énergies fossiles. Donnerait-on à des

enfants de la nourriture avariée parce qu'elle est moins mortelle qu'une nourriture pourrie?

Je ne suis pas un spécialiste en écologie, mais je lis dans les revues et journaux ce que les scientifiques et les groupes écologistes écrivent sur le sujet. Au-delà de leurs connaissances, ils font aussi appel au sens commun. J'ai lu *La transition c'est aujourd'hui* de Laure Waridel et je suis en train de lire *Trop tard* de Harvey L. Mead. Leurs positions s'appuient sur des années de recherches et de réflexions. Et, surtout, ils n'ont rien à gagner à afficher leurs points de vue. C'est tout le contraire pour les promoteurs de projets polluants qui ne rêvent que de profits.

Le Devoir (19 octobre 2020) rapporte les inquiétudes bien fondées du maire de Tadoussac, Charles Breton, qui craint avec raison une diminution du tourisme dans sa région, sachant bien que les visiteurs du monde entier y viennent pour voir les bélugas et non les méthaniers. Tadoussac et la MRC de la région ont demandé un moratoire devant la hausse du trafic maritime et la diminution du nombre de bélugas. Moratoire refusé par le gouvernement Legault. Le porte-parole de GNL Québec, Stéphane Tremblay, veut se faire rassurant, mais ses vagues propos ne rassurent pas du tout. Dans un autre texte, Olivia Ruge, étudiante représentative de la jeunesse d'aujourd'hui, parle de « *l'horrible projet polluant et destructeur de GNL-Québec* .» Selon elle, « *Le gouvernement est non seulement à l'opposé des tendances globales qui consistent à arrimer la reprise économique avec les enjeux environnementaux, mais il est également déconnecté de la volonté des jeunes Québécois.* » C'est encourageant de voir que jeunes et moins jeunes peuvent être sur la même longueur d'onde.

Je me rallie aux points de vue exprimés par la Coalition Fjord, la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social, Nature Québec, Eau Secours, Greenpeace, le Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada), le Pacte pour la transition, Équiterre, Québec solidaire et tous ceux qui oeuvrent pour la survie de l'humanité.

J'ose croire que les membres du BAPE sont libres et responsables. Si oui, ils passeront outre la volonté d'un gouvernement anachronique, ils rejetteront l'appel aux profits (incertains!) des promoteurs et orienteront les citoyens de la région vers de nouveaux emplois profitables à l'humanité.

Gilles Marsolais
Richelieu